



# Sud

Sud Alstom	Sud Industrie Rhône-Alpes
Sud Auto Peugeot Citroën	Sud Industrie 35
Sud Auto Sevelnord	Sud Magnetto
Sud Bosch	Sud Métaux 33
Sud EDS-HP	Sud NCR
Sud FagorBrandt	Sud Renault
Sud Fenwick-Linde	Sud TechnHom
Sud Industrie Basse-Normandie	Sud Valéo

Journal de l'union syndicale Solidaires Industrie  
144 boulevard de la Villette – 75019 Paris

N° 12 – Mars 2009  
<http://solidaires-industrie.org>

## Dix-neuf mars de grève et de manifestation

**N**ous étions des millions dans l'action le 29 janvier. A l'heure où nous écrivons, après six semaines de grève générale, les travailleurs des Antilles sont sur le point d'obtenir satisfaction contre la vie chère et pour l'augmentation du pouvoir d'achat. Mais ils combattent aussi un régime métropolitain et colonial qui perpétue les divisions anciennes. Dans l'hexagone, Sarkozy a reçu les confédérations traditionnelles en évitant soigneusement Solidaires, l'Unsa et la Fsu. Les chercheurs et enseignants sont toujours dans l'action et le mécontentement traverse l'ensemble de la classe salariale.

Le « sommet social » a accouché d'une souris, qui s'est présentée à 20h sur les trois grandes chaînes de télévision pour dire : « On ne va pas changer de logique économique et sociale », les heures supplémentaires sont toujours favorisées alors que le chômage se développe ! Une annonce tout de même de 2,6 milliards (indemnisation du chômage technique à 75 %, non-paiement de deux tiers provisionnels pour les contribuables imposables dans la première tranche de l'impôt, primes exceptionnelles pour les chômeurs, 150 euros pour les familles les plus modestes, chèques-emplois services...).

Ces 2 milliards doivent être mis en relation avec les 8 milliards d'exonération de la taxe professionnelle accordée aux patrons, aux 14 milliards d'euros du paquet fiscal qui profite aux plus riches. Une larme de crocodile fut cependant versée sur l'injustice que représentaient les 54 milliards versés par les entreprises aux actionnaires du CAC40 ! Pas d'émotion sur les 360 milliards d'euros accordés aux banques ! Sur le partage de la valeur ajoutée, Laurence Parisot s'est empressée de déclarer aux micros des journalistes, qu'il n'y avait, en termes de partage de celle-ci, que deux catégories, en premier les dividendes versés aux ac-

tionnaires et en second les investissements de l'entreprise !

### Dans l'industrie

Peu de temps avant, le même Sarkozy avait servi les plans des constructeurs automobiles pour leurs restructurations : 3 milliards d'euros de prêt à 6 % (au lieu de 12 % sur le marché bancaire) et 1 milliard pour les organismes de crédit bancaire, plus 600 millions débloqués pour activer la concentration des équipementiers.

Le même jour, Nissan (dont le PDG est, aussi, Carlos Ghosn, annonçait 20 000 suppressions d'emplois dans le monde. Les charrettes de « départs volontaires » de PSA et de Renault ont bien sûr été maintenues. Les patrons encaissent les subventions et continuent de licencier partout où ils peuvent. On fait un plan de secours pour restructurer un secteur dont les dirigeants ont été incapables d'anticiper, on licencie (intérimaires, sous traitants, précaires) et on repart avec les aides de l'Etat !

### Tous ensemble le 19 mars

Le 29 janvier, malgré les difficultés entraînées par le chômage technique, la participation des travailleurs de l'automobile aux manifestations a été significative (600 travailleurs à Renault Sandouville au Havre, 600 salariés de Renault Cléon à Rouen, 700 au Mans et 350 à Douai malgré la fermeture de l'établissement).

Le 19 mars, c'est dans l'union syndicale des huit organisations et avec l'ensemble des salarié-e-s de France que nous exigerons des emplois et des augmentations salariales, l'arrêt des licenciements.

**Cette crise n'est pas la nôtre, c'est la crise du système capitaliste. La journée du 19 mars, doit se concrétiser par une grève générale interprofessionnelle et des manifestations dans tout le pays.**

## Protectionnisme ?

Le Président de la République Française déclarait le 9 février dernier dans son intervention télévisée sur la crise automobile : « *Nous voulons une industrie automobile française...* », et critiquait l'établissement d'usines en Tchéquie. Depuis le débat a pris de l'importance, le Président (Tchèque !) de l'Union Européenne a protesté, Bruxelles s'est alarmée en souhaitant un protectionnisme cette fois européen et non français, les gazettes et médias sont intervenues largement sur cette question.

Ce débat, aussi vieux que le capitalisme a des échos dans le monde ouvrier. La question des délocalisations est de celles qui sont largement discutées dans les bureaux et ateliers. Aujourd'hui dans l'automobile, au moins la moitié des petits modèles qui se vendent sont fabriqués en Europe de l'Est, où les salaires y sont dans un rapport de 1 à 10 selon les propres propos de Carlos Ghosn, PDG de Renault.

**Nous sommes opposés aux délocalisations** qui frappent la classe ouvrière en France, nos camarades de Basse Normandie s'y sont opposés jusqu'au bout dans la lutte des Moulinex, les salarié-e-s de STMicroelectronics à Rennes se sont opposés au départ de leurs fabrications, de leurs bureaux d'études vers l'Asie... la liste est longue des combats menés.

Nous refusons qu'on enlève le travail aux ouvriers de France pour le faire partir n'importe où ailleurs. Nous revendiquons le maintien de la production sur place ! Pour autant nous n'avons pas les moyens d'intervenir sur l'implantation de nouvelles usines à l'étranger qui ne supprimeraient pas directement d'emploi en France.

Par ailleurs nous ne soutenons pas les mots d'ordres chauvins qui prônent l'unité nationale en période de crise. François Fillon déclarait le 3 février dernier : « *Il faut que tous les Français se serrent les coudes* ». Tous les Français n'ont pas les mêmes intérêts ! Il y a des ouvriers français et des patrons français ! Nous avons plus de points communs avec les ouvriers de Dacia en Roumanie qu'avec Laurence Parisot ou toute la clique de patrons français regroupés autour de Sarkozy.

C'est ce que ne comprend pas une minorité d'ouvriers (ni les plus malins, ni les moins corrompus, généralement !) qui est sensible à ces sirènes. Derniers exemples en date : une poignée d'ouvriers de l'automobile aux USA manifestait avec la bannière étoilée pour soutenir ses patrons au dernier salon de Detroit en décembre 2008, afin d'obtenir des milliards pour ces mêmes employeurs. Plus récemment encore (le 30 janvier dernier), en Grande-Bretagne, des grèves ont

éclatées contre l'embauche de travailleurs italiens et portugais. Des banderoles xénophobes et protectionnistes étaient brandies « *UK jobs for british workers* » (des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques). Ces ouvriers plus ou moins influencés par les idées de l'équivalent du Front National anglais ne représentent pas le point de vue de la majorité des salarié-e-s et des syndicats anglais.

Nous condamnons de telles revendications qui vont à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière et de son unité. Dans l'Histoire, la France n'a pas été épargnée par ces manifestations xénophobes : pour mémoire, en 1893, à Aigues-Mortes, ce sont huit ouvriers italiens qui sont lynchés par la foule qui leur reproche leur nationalité et la concurrence qu'entraîne leur présence sur le marché du travail local. Dans les années 1930, en pleine hystérie anti-immigrée, « la loi du 10 août 1932 protégeant la main d'œuvre nationale » permettait l'expulsion par trains entiers de 500 000 travailleurs étrangers, souvent polonais, qui travaillaient dans les mines du Nord, sans protestation particulière et avec le soutien des principaux syndicats de notre pays. Plus proche de nous les mots d'ordre du FN dans les années 1970, « *La France aux Français* », et les campagnes du PCF sur « *Fabriquons Français* » avaient la même origine de crise.

Aujourd'hui, ce sont les travailleurs sans papiers qui, par milliers, sont expulsés chaque année, et nous sommes fiers, à Solidaires, de soutenir leur lutte et celle des ouvriers du bâtiment de MAN-BTP pour leur régularisation. A Solidaires Industrie, beaucoup de nos camarades du Nord ont des patronymes à connotation polonaise, beaucoup des ouvriers de PSA en Région Parisienne sont issus de l'immigration maghrébine des années 1970 ; ils sont nos camarades !

L'Histoire ne se répète jamais, mais les boucs émissaires en période de crise, et l'unité nationale prônée autour du gouvernement et des patrons, sont toujours présents. Nous ne soutenons pas le mot d'ordre de Sarkozy de « *relocalisation industrielle* » ni de « *retour des travaux faits à l'étranger* ». Les députés du PCF, reprenant la tradition des années 1970, travaillent à de nouvelles lois dans ce sens, et A. Gérin (député maire de Vénissieux) déclarait le 21 janvier dernier : « *Il faut rouvrir le débat sur produire en France et parler de relocalisation industrielle* ». La CGT demande, pour l'instant discrètement, « *un rééquilibrage des productions dans les différents sites Renault* » (M. Ducret, responsable FTM de l'automobile dans le journal L'Humanité Dimanche du 15 janvier dernier).

Nous ne sommes pas pour « déshabiller Pierre pour habiller Paul » ! Les relations que nous avons avec les ouvriers étrangers sont celles de la solidarité, pas celles de la concurrence. Nous ne cautionnons pas une mondialisation capitaliste qui traite les travailleurs comme des marchandises en pratiquant le dumping social.

**Face à la crise économique, nous rappelons nos revendications : La concurrence est l'affaire des patrons, pas celle des ouvriers ! Non au chauvi-**

**nisme et à l'unité nationale qui lierait patrons et ouvriers ! Non aux délocalisations ! Travailler tous pour travailler moins ! Zéro licenciement ! Embauche des intérimaires ! Pas de fermeture d'usine ! Indemnisation à 100 % du chômage technique ! Rétablissement de la CASA pour les salarié-e-s âgé-e-s ! 300 € d'augmentation pour tous ! C'est aux patrons de payer la crise dont ils sont responsables, pas aux salariés !**

---

## Chômage partout dans l'automobile

### PSA Citroën Aulnay

**A**près une grève historique de douze jours, en mai 2005, les grévistes d'Aulnay-sous-Bois (93) ont obtenu pour tout le groupe PSA le paiement à 100 % des jours chômés. En période de crise économique, la Direction, bien sûr, veut renégocier cet accord obtenu en fin de grève. Nos camarades de SUD Auto ont prévenu, cet accord n'est ni négociable, ni vendable et la réaction sera forte en cas de retour sur cette indemnisation acquise par la lutte.

### PSA Poissy

**N**os camarades de Sud Auto Poissy (78) protestent contre les 3 milliards d'euros versés à PSA, quand en même temps on enregistre 12 000 départs, zéro euro d'intéressement et 26 à 47 € de participation ! Ils se présenteront aux élections le 17 mars prochain. Votez pour eux !

### Sevelnord

**C**ette grande usine qui fabrique des monospaces dans le Valenciennois pour PSA et Fiat a décidé de prélever une semaine de congés sur les quatre semaines théoriques du mois d'août 2009, pour rendre cette quatrième semaine flottante suivant les besoins du chômage. Comme d'habitude chez PSA les syndicats corrompus FO, SPIS (syndicat du patron) et CFE/CGC ont voté pour, seuls la CGT et SUD ont voté contre, la CFDT s'est abstenue. A partir du 16 mars la Direction passe de 40 véhicules/heure à 28 seulement, mais en contrepartie les opérateurs devront effectuer deux postes au lieu d'un seul. Merci pour la surcharge de travail !

Après les 3 milliards empochés par PSA, 11 000 suppressions d'emplois en Europe dont 6 000 à 7 000 en France. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, ce sont déjà 3 490 emplois, rien que dans le secteur automobile, qui ont été supprimés. Une manif a eu lieu le 18 février à Valenciennes avec la CGT, sur les mots

d'ordre : « Nous ne voulons pas payer leur crise ! Arrêt des licenciements, indemnisation à 100 % du chômage partiel ! ».

### Renault Guyancourt

**L**es NAO, qui ont commencé le 23 février, se continuent le 10 mars. Ça commence mal : la prime d'intéressement a été divisée par dix pour 2009 ! Plus d'un mois de revenu qui passe à la trappe. Les travailleurs ont débrayé sur le site le 18 février dernier.

### Renault Trucks Blainville

**L**a direction de Volvo refuse les aides de l'Etat qui étaient de 500 000 € pour l'ensemble de la filière poids lourds ! Ça prouve que Volvo a de l'argent – qui pourrait être versé en salaires ! En même temps, la Direction du Groupe s'approprierait à verser 380 millions d'euros de dividendes aux actionnaires... Ce qui inquiète à l'usine, c'est les raisons du refus des aides : Volvo trouverait les conditions trop contraignantes, en particulier l'engagement de ne pas licencier...

Un accord vient d'être signé, après référendum des salarié-e-s, sur le chômage partiel. Malgré cet accord qui réduit les pertes salariales, les salarié-e-s perdront 1 110 € sur l'année, plus une journée d'ancienneté prélevée.

### SBFM

**L**e 9 janvier à Lorient, les ouvriers sidérurgistes de la SBFM (Société Bretonne de Fonderie Mécanique, ancienne filiale de Renault) ont accueilli leurs dirigeants de manière musclée. Ils ont refusé le plan de suppression de la moitié des emplois. Le PDG est reparti, le DRH et l'administrateur judiciaire ont essuyé une pluie d'œufs d'oie ! Le plan social est suspendu, voire carrément annulé, mais l'ambiguïté demeure. Les ouvriers ont repris le travail après leur victoire. Un exemple à suivre, dans tous les sens du terme.

## Thomson : le démantèlement final ?

Le 29 janvier dernier, la Direction de Thomson annonçait que le Groupe était au bord de la faillite, et devait vendre son activité Grass Valley (équipements professionnels pour la télévision : caméras, studios numériques, serveurs) et ses participations dans des régies publicitaires aux USA. Si le choix de cette date avait pour but de mobiliser les salariés pour participer à la journée de mobilisation interprofessionnelle prévue ce jour-là, c'était bien vu : 150 salariés de Thomson Rennes sont aussitôt allés grossir les rangs de la manifestation...

« *Nous ne paierons pas leur crise !* », le mot d'ordre de cette journée d'action, est en effet parfaitement adapté à Thomson : la situation actuelle du Groupe est largement due à l'incompétence des équipes de Direction qui se sont succédées à la tête du Groupe ces dernières années, et les salariés en ont déjà fait les frais.

Rappelons que lorsque Thomson a été privatisé au tournant du siècle, le Groupe était bénéficiaire, sans aucune dette, numéro un mondial dans plusieurs domaines (grands écrans, décodeurs de TV numérique, etc.) et employait 55 000 personnes dans le monde. Mais qui dit privatisation dit actionnaires, et depuis cette date Thomson a abandonné toute stratégie industrielle pour se concentrer sur un seul objectif : faire monter le cours de l'action.

Après les délocalisations vers l'Europe de l'Est (d'abord des productions « *pour le marché local* », puis « *pour le bas de gamme, le reste de la gamme restant en France* »), puis vers la Chine (là aussi d'abord « *pour le marché local* », puis « *pour le bas de gamme, le milieu gamme restant en Europe de l'Est et le haut de gamme en France* »), Thomson a petit à petit fermé toutes ses usines en France, puis en Europe, en revendant finalement l'activité « grand public » (postes de télévision, lecteurs DVD, etc.) à son partenaire chinois car cette activité était jugée « *pas assez rentable* » – c'est-à-dire rentable, certes, mais pas assez pour des actionnaires qui exigent un taux de 15 %.

En perpétuelle réorganisation, c'est-à-dire désorganisation, repoussant sans cesse les embauches quand elles étaient nécessaires, Thomson a pris du retard dans le développement de produits cruciaux et a perdu des marchés importants. Dans le même temps, le Groupe a continué de se séparer d'activités « *qui n'étaient plus dans le cœur de métier* », tout en acquérant des entreprises comme des régies publicitaires pour les salles de cinémas ou les supermarchés, dont on peut se demander comment elles peuvent être dans ce fameux « *cœur de métier* ». Ces achats ont contri-

bué à creuser l'endettement qui met aujourd'hui Thomson en danger, et que la Direction espère aujourd'hui réduire, précisément en revendant ces entreprises (Screenvision et PRN, aux USA) – forcément moins cher qu'elles n'ont été achetées.

Pour compléter le tableau, Thomson a trouvé 378 millions d'euros à distribuer aux actionnaires en dividendes pendant cinq ans, et 2,6 millions d'euros pour offrir un parachute doré à son ancien PDG en 2008. Le Groupe a même récemment brûlé 140 millions d'euros pour racheter – et détruire – une partie de ses propres actions dans l'espoir d'en faire remonter le cours... Un succès éclatant : le cours est depuis tombé à moins d'un euro !

Le nouveau PDG, tout en déclarant au Comité de Groupe que les équipes de Direction précédentes « *comprenaient trop d'incompétents* » (nous sommes au moins d'accord avec lui sur ce point !), ne présente aucune perspective pour l'avenir de Thomson après la vente de Grass Valley et des autres, qui ne devrait d'ailleurs rapporter que 300 millions d'euros alors qu'il en faudrait 600 millions. En effet, que restera-t-il dans Thomson ? Le développement et la production (délocalisée) de décodeurs de TV numérique, sur un marché hautement concurrentiel ; et Technicolor, spécialisé dans le traitement de films sur pellicule et le pressage de DVD, deux activités sans beaucoup d'avenir à moyen terme. Thomson pourrait se développer dans le cinéma numérique, en pleine croissance, mais cela sera difficile sans Grass Valley et ses caméras de TVHD.

A Rennes, Thomson emploie un millier de personnes, la moitié dans Grass Valley, et l'autre moitié dans la R&D. Mais une partie de cette dernière travaille pour Grass Valley : aujourd'hui le périmètre de la vente n'est pas connu car il dépendra de ce qui intéressera l'éventuel repreneur. Quel que soit le cas, les salariés de Grass Valley comme ceux de la R&D ont de bonnes raisons d'être inquiets. Depuis avril 2008 ils débraient une à deux heures par semaine, d'abord pour refuser le report de leurs augmentations de trois mois (combat partiellement perdu à cause de la CGC – voir notre numéro de juillet), puis contre le licenciement d'un ancien élu du CE (combat perdu), contre la menace de licenciements avec l'abandon d'une activité de développement de circuits intégrés (combat gagné), et maintenant contre ce qui apparaît comme le démantèlement final de Thomson – sans compter l'annonce du gel des salaires pour 2009 !

A suivre...